

Séminaire « Justice et guerre »

SEANCE 4 – 26 AVRIL 2023

LE TERRAIN DE LA GUERRE, UN TERRAIN DE PREUVES MINE POUR LA JUSTICE

Comment collecter et préserver les preuves en temps de conflit ? A quelles difficultés sont confrontées les autorités locales, nationales et internationales et les différents acteurs (militaires, enquêteurs, société civile, etc.) dans la collecte et la préservation des preuves ? Est-il possible de cartographier les méthodes et les difficultés en fonction des terrains (Mali, Ukraine, Afghanistan, etc.) et des types d'opérations déployées (OPEX - Opérations militaires extérieures de la France, opérations de maintien de la paix, guerres ouvertes) ? Comment identifier et extraire les éléments probatoires pertinents de la masse d'informations qu'engendre le traitement de la guerre en temps réel ? Faut-il construire des stratégies adaptées à certains types de crimes (violences sexuelles, enfants-soldats, disparitions forcées, etc.) ? La mise en place de nouveaux mécanismes de centralisation et d'analyse de la preuve, comme le MIII pour la Syrie ou le mécanisme d'enquête pour le Myanmar, ainsi que le développement des enquêtes en sources ouvertes, comme celles conduites par le groupe international de chercheurs et de journalistes citoyens Bellingcat, changent le paradigme dans le traitement des preuves en temps de guerre. Mais quel crédit donner à "la preuve électronique" (vidéos, enregistrements) dans un temps où la désinformation est utilisée en stratégie de communication par les belligérants ?

Intervenants :

- **Alexis Demirdjian**, Substitut du Procureur, Chef adjoint de l'équipe unifiée Ukraine et Géorgie au Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale.
Il a notamment publié : *The Armenian Genocide Legacy*, Palgrave Macmillan London, 2016 ; « A Moving Defence: The Turkish State and the Armenian Genocide », in *Journal of International Criminal Justice*, Volume 16, Issue 3, July 2018, Pages 501–526 ; « Armless Giants: Cooperation, State Responsibility and Suggestions for the ICC Review Conference », in *International Criminal Law Review*, Vol. 10, Issue 2, 2010, p. 181-208 ; « Advising Defendants About Guilty Pleas Before International Courts » (avec Rodney Dixon), in *Journal of International Criminal Justice*, Vol. 3, Issue 3, 2005, pp. 680-694.
- **Antoine Bernard**, Directeur du plaidoyer, du contentieux stratégique et de l'assistance à Reporter sans frontières, Enseignant à l'école des affaires internationales de Sciences Po Paris (PSIA), Co-animateur du Réseau Coopération-complémentarité (IERDJ).
Il a notamment publié : Antoine Bernard, Karine Bonneau, « Punishment, Dissuasion, Reparation : The scope of International Criminal Justice » (avec Karine Bonneau), in Guillaume Devin (dir.), *Making peace*, Palgrave Macmillan, 2011 ; « Le recours à la justice internationale et la prévention des conflits » (avec Sidiki Kaba), in Jean-Pierre Vettovaglia (dir.), *Les déterminants des conflits et les nouvelles formes de prévention*, Bruxelles, Bruylant, 2013 ; « Justice et communication : les défis de la représentation et de l'incarnation », in Julian Fernandez, Olivier de Frouville, *Tensions et dynamiques de la justice pénale internationale. Sixième journée de la Justice pénale internationale*, Paris, Pedone, 2022.

Indications bibliographiques :

Center for Law and Democracy, *Guide for Journalists on How to Document International Crimes*, 2022.

Claude Choquet, « Instruire un génocide », *Les Cahiers de la Justice*, vol. 4, no. 4, 2014, pp. 565-573.

Christian De Vos, « Investigating from Afar: The ICC's Evidence Problem », *Leiden Journal of International Law*, 26(4), p. 1009-1024.

Jérémy Hall, *L'appréciation de la preuve devant la Cour pénale internationale*, Institut Francophone pour la Justice et la Démocratie, 2021.

John D. Jackson, Sarah J. Summers, *The Internationalisation of Criminal Evidence: Beyond the Common Law and Civil Law Traditions*, Cambridge, Cambridge University, 2012.

Sarah Jamal, « Comment les enquêteurs sur les crimes internationaux s'appuient sur les réseaux sociaux », *The Conversation*, 20 décembre 2022 (<https://theconversation.com/comment-les-enqueteurs-sur-les-crimes-internationaux-sappuient-sur-les-reseaux-sociaux-195851>).

Mark Klamberg, *Evidence in International Criminal Trials: Confronting Legal Gaps and the Reconstruction of Disputed Events*, Brill/Nijhoff, 2013.

Mark Klamberg, « Epistemological Controversies and Evaluation of Evidence in International Criminal Trials », in Kevin Jon Heller, Frédéric Mégret, Sarah Nouwen, Jens David Ohlin, Darryl Robinson (dir.), *The Oxford Handbook of International Criminal Law*, Faculty of Law, Stockholm University Research Paper No. 65, 2020.

Natalia Krapiva, "The United Nations Mechanism on Syria: Will the Syrian Crimes Evidence Be Admissible in European Courts?" *California Law Review*, Vol. 107, no. 3 (2019), p. 1101-1118 (<https://www.jstor.org/stable/26756598>).

Anne-Marie La Rosa, *Juridictions pénales internationales : La procédure et la preuve*, Genève, Publications de l'Institut de hautes études internationales, Presses Universitaires de France, 2003.

Philippine Sottas, « Enquêter en ligne. La justice internationale face aux défis des preuves numériques en sources ouvertes », GRIP-Eclairage, 8 septembre 2022 (https://www.grip.org/wp-content/uploads/2022/09/EC_2022-09-09-PhS-justice-preuves-sources-ouvertes.pdf).

Trial International, *La preuve audiovisuelle devant les instances internationales : techniques et admissibilité*, 2019 (<https://trialinternational.org/wp-content/uploads/2019/12/Manuel-pratique-preuve-audiovisuelle.pdf>).

Luc Walley, « Victimes et témoins de crimes internationaux : du droit à une protection au droit à la parole », *International Review of the Red Cross*, 84(845), 51-78 (https://www.icrc.org/fr/doc/assets/files/other/irrc_845_001_walley.pdf).